

Le rôle de la Direction du Parti ou la direction que doit prendre notre parti ?

En effet, qui doit diriger le Parti et dans quelle direction ?

Le texte de base est clair en ce qu'il affirme vouloir donner plus de pouvoir aux adhérents. Pouvoir de choisir, certes, mais surtout de décider. C'est ce dernier qui doit le plus nous préoccuper. Effectivement, au PCF, ce doit être à la base de décider via les cellules et les sections, et ce en toute connaissance de causes. Toutes les décisions doivent remonter au niveau fédéral qui doit alors organiser leurs synthèses. Puis cela doit se faire autant au niveau National. Ainsi, les camarades de chaque fédération lors du Congrès National, par exemple, défendent les décisions, majoritaires, prises par leur base. En ce sens, les décisions du Congrès doivent refléter les décisions majoritaires de la base. Ce processus de prise de décision ne doit pas être qu'une formule, mais la réalité constante pour autant de prise de décisions possibles engageant le parti. Ainsi, la base décide de la direction du parti, de son orientation. Les Directions fédérales, quant à elles, doivent tout faire pour faire vivre le parti de telle sorte que l'orientation décidée soit respectée. Et les invalider si elles ne respectent pas nos statuts, les décisions de Congrès ou celles prises par les adhérents. En ce sens, oui, elles dirigent notre parti. Elles le dirigent dans la bonne orientation décidée. La base, quant à elle, doit pouvoir bloquer des décisions ou des actions des Directions, fédérales ou nationales, des élus, si elle les jugent en contradiction avec ses décisions majoritaires qui apparaîtraient alors comme déloyales. De la sorte, sera garanti un processus de va et vient entre les prises de décisions et leurs applications.

Le Secrétaire National, lui, doit se faire le garant, le porte voix, le défenseur des décisions collectives des communistes. Et bien-sûr, il veille au bon fonctionnement du parti avec les instances dédiées élues démocratiquement. Bien évidemment, tout responsable se retrouve, tôt ou tard, dans des circonstances telles qu'il doit prendre des décisions seul. Elles seront d'autant plus appréciées que la base le considérera légitime. Et cette légitimité, chaque responsable la gagnera parce qu'il mettra tout en œuvre pour garantir la prise de décisions par tous les adhérents. Il gagnera alors leur confiance...et leur indulgence aussi. Car nul n'est irréprochable. Les décisions peuvent être prises rapidement et ce d'autant plus que les moyens de communications d'aujourd'hui peuvent nous aider à agir vite. Il s'agit aussi de ne pas oublier les camarades en difficulté avec ces outils. D'où le besoin d'aller à la rencontre de ces adhérents, d'essayer de les former. Et si c'est impossible, de les aider tout bonnement avec camaraderie et bienveillance.

Fabien Roussel instille cette méthode. Il donne envie de participer. Sa pratique de la politique, ainsi que celle de son équipe de campagne, ont dynamisé les militants. Il a osé, pendant la campagne présidentielle, tenir le ferme contre vent et marée, dénoncer l'évasion fiscale, démontrer la perfidie du système capitaliste avec des exemples concrets qui impactent injustement le quotidien des français qu'il connaît bien. Il n'a pas hésité à réutiliser, à essayer de remettre au goût du jour des mots tels que "lutte des classes", de faire des références au marxisme...la bataille du vocabulaire est primordiale. Bien-sûr, certaines maladresses ont eu lieu. Mais, face à son enthousiasme, sa pugnacité, sa pédagogie, ses convictions tenaces, les militants les lui ont pardonnées. Mieux, ils les ont comprises. Cela fait aussi partie du personnage et créé un élan de sympathie. Ça fait la démonstration d'un dirigeant pas comme les autres tant beaucoup sont éloignés de notre réalité. Un dirigeant qui ne se prend pas pour le chef suprême.

Vous l'aurez compris, je renouvelle toute ma confiance au camarade Fabien Roussel pour rester Secrétaire National.

En tant que 1er responsable, il a su défendre l'orientation décidée par notre Congrès. Et il appelle les communistes à décider du contenu pour un Manifeste du Pcf pour le 21eme siècle. Il se représente pour un second mandat pour continuer de révolutionner notre parti en le rendant, justement, plus révolutionnaire et quelquepart, plus ... communiste.

Cela s'inscrit pleinement dans la condamnation de ce qui existait et se pratiquait bien trop souvent avant: une politique électoraliste, guidée à vue de nez, décidée dans une certaine opacité, en catimini, des tripatouillages politicards de luttes des places, pratiques démobilisatrices faisant fuir nombre d'adhérents déçus. Attention, soyons clairs, de nombreux dirigeants fonctionnaient déjà

comme je le propose. Je n'invente rien. Je propose de remettre au diapason notre pratique politique avec les aspirations d'émancipation qui nous animent, de la généraliser. Mais, il y en a encore trop, dans toutes les instances, et particulièrement dans certaines fédérations, à ne pas laisser les adhérents prendre véritablement les décisions, à jouer de leur influence, de leur aura ou que sais-je encore. Ainsi, nous devons en finir au maximum avec la délégation du pouvoir de décision qui laisse toute la latitude aux individualismes, aux égos surdimensionnés, d'exercer leur emprise sur certains adhérents. Ce qui est un non sens en tant que communiste...cela rejoint la nécessité de réfléchir à la durée de chacun dans une même fonction de responsabilités.

Les Directions, les responsables du parti, oeuvrant pour permettre à chacun d'entre nous d'être décideur, dans une démarche collective, gagneront alors en crédibilité. Et cela motivera non seulement les adhérents à militer, mais aussi, les travailleurs, l'ensemble des français, à adhérer, à nous soutenir en nous faisant confiance.

Se sentir utile et respecté en tant qu'adhérent au sein du parti, c'est donner un sens concret à l'émancipation de chacun. Une émancipation à laquelle nous aspirons pour tous les individus. Nous devons donc en finir avec les pratiques politiques de certains responsables qui nous expliquent ce qui est bon pour nous et nous laissent, éventuellement, que le droit de choisir entre différentes possibilités décidées par un cercle restreint. Certains, même, usent du vocabulaire patronal tel que "groupes de travail" ou "management". Qu'ils reviennent travailler ceux là. Ils découvriront la vraie vie des militants.

Devra, dans cette optique, être posée la question de la pertinence du dépôt de différents textes pour le Congrès. Textes pour lesquels nous sommes appelés à choisir celui que nous préférons... là aussi, cela me rappelle les choix que nous devons faire entre différents scénarii que les Directions de nos entreprises nous proposent lors de restructurations ou réorganisations, par exemple. Même si la finalité n'est, heureusement, pas la même ! En tout cas, cela mène à un bras de fer fratricide plus que constructif. Pourquoi ne pas partir, plutôt, d'un texte élaboré à partir des décisions remontées de la base (synthétisé par un collectif, fédéral, du CN ou autre, à déterminer) et, éventuellement, amendable ensuite ? Tout en se prémunissant d'un texte final fourre-tout qui ne résoudrait rien. Pour enfin qu'il soit finalisé et soumis au vote pour approbation.

J'imagine que certains pensent : "c'est une sorte de retour au centralisme démocratique"...appelons ceci comme nous voulons. C'est surtout essayer de trouver les modalités pour rendre concrètement décideurs et acteurs tous les adhérents et cela tous à égalité. Nous pourrons, dès lors, véritablement élaborer, collectivement, notre orientation. Et c'est faire en sorte que les dirigeants, et élus communistes, répondent de leurs activités, en toute transparence et sérénité, devant les adhérents à l'aune de leurs prises de décisions collectives majoritaires.

C'est en mon sens, un gage pour réussir à ce que notre organisation soit la plus forte possible pour faire gagner dans l'opinion publique notre projet pour les Jours Heureux et promouvoir le communisme comme une alternative moderne et crédible. Et par delà, faire prendre conscience de l'apport des communistes et de l'intérêt de nous soutenir et de nous rejoindre. Condition sine qua non pour renverser le capitalisme.